

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 3 Octobre 2022

Régional

Le nouveau président kenyan rencontre le premier ministre Ethiopien

Le président du Kenya, William Ruto, est arrivé en Éthiopie jeudi matin pour sa première tournée dans la région depuis son entrée en fonction. À son arrivée à Addis-Abeba, il a rencontré le Premier ministre Abiy Ahmed et doit également assister au lancement national de Safaricom Ethiopia. Safaricom Ethiopia est la filiale de la plus grande compagnie de téléphonie mobile du Kenya et sera le premier investissement étranger dans le secteur des télécommunications en Éthiopie. Safaricom Ethiopia affirme avoir déployé avec succès son réseau dans différentes régions du pays. Le gouvernement du Kenya détient 35 % des parts de Safaricom. Pour rappel, la filiale éthiopienne, connue sous le nom de Global Partnership for Ethiopia, est une coentreprise impliquante Safaricom, Vodacom Group, Vodafone Group, Sumitomo Corporation et British International Investment. Safaricom détient 55,7 % de la société. M. Ruto doit également se rendre en Ouganda et en Tanzanie dans les prochaines semaines.

La Tanzanie renforce sa vigilance sur les OGM

La Tanzanie va renforcer sa vigilance à l'égard de l'importation de cultures génétiquement modifiées (GM) après que le Kenya a approuvé l'importation des semences et produits biotechnologiques. Cette décision fait suite à l'inquiétude de certains acteurs du secteur agricole, notamment des consommateurs, qui craignent que des aliments génétiquement modifiés ne soient introduits dans le pays, compte tenu de la proximité des deux pays. Il a ajouté que la Tanzanie ne promeut ni ne commercialise de variétés de cultures génétiquement modifiées, car les variétés hybrides et à pollinisation libre (OP) du pays donnent de bons résultats. Le ministre de l'agriculture a déclaré que les questions liées à la biotechnologie faisaient l'objet de vastes recherches afin que les gens aient une compréhension complète de ces cultures. En janvier de l'année dernière, l'ancien ministre de l'agriculture avait annulé les essais de recherche impliquant des organismes génétiquement modifiés dans le pays et mis en place un contrôle supplémentaire de la biosécurité des semences GM importées.

Burundi

Pas de brève cette semaine

Comores

Pas de brève cette semaine

Djibouti

Renouvellement du soutien de l'UE et de l'AFD au secteur de l'eau et de l'assainissement djiboutien

Le ministère de l'Économie et des Finances en charge de l'Industrie djiboutien a signé 3 projets avec l'AFD dans le domaine de l'eau et de l'assainissement pour un montant total de 40 MEUR, le 3 octobre 2022. Sur ces 40 MEUR, 75% correspond à des fonds délégués par l'Union Européenne à l'AFD dans le cadre de sa programmation conjointe 2021/2027. Les projets soutenus via cette enveloppe sont : (i) la troisième phase du projet PERRAD (15 MEUR) une meilleure couverture raccordements des habitants aυ d'assainissement dans cinq quartiers de Djibouti-Ville ; (ii) le projet de collecteur de Balbala Sud (10 MEUR) permettant de raccorder les quartiers en cours d'urbanisation dans la zone Sud de la commune, au réseau d'assainissement collectif et à la station d'épuration des eaux usées de Balbala; (iii) le projet PROSPERO (10 MEUR en subvention AFD et 5 MEUR subvention UE) permettant d'accompagner l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement Djiboutien (ONEAD) dans sa volonté de réforme profonde de sa gouvernance et de ses capacités via la mise en place d'un Contrat de Service et d'un Contrat de Performance ONEAD/Etat. Le domaine de l'eau et de l'assainissement fait l'objet d'un fort soutien de l'Union Européenne et de l'AFD

(140 MEUR depuis dix ans), à la demande de Djibouti, pays à fort stress hydrique.

Lancement des activités de l'Agence Djiboutienne des Normes et des Qualités

Une année après l'adoption de la loi actant sa création, l'Agence Djiboutienne de Normes et de la Qualité a été mise en service le 29 septembre. L'Agence, placée sous la tutelle du Ministère du Commerce et du Tourisme, aura pour mission d'assurer l'élaboration et l'homologation des normes, la gestion des questions liées à la métrologie, et l'évaluation de la conformité aux normes. En 2019, le pays a adopté une loi (n° 33/AN/18/8ème L) fixant le cadre juridique du système national de normalisation et de la promotion de la qualité, ainsi que les procédures de leur élaboration et approbation. La loi se veut conforme aux dispositions des Accords sur les Obstacles Techniques au Commerce et sur les Mesures Sanitaires et Phytosanitaires de l'OMC, et devrait permettre l'ouverture de nouveaux marchés pour les exportations djiboutiennes (principalement du sel, des huiles végétales et des animaux vivants).

Erythrée

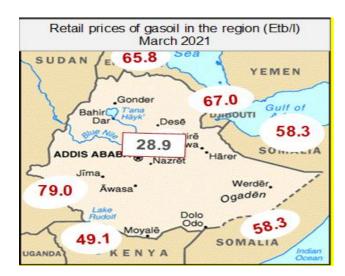
Pas de brève cette semaine

Ethiopie

Nouvelle hausse des prix du pétrole à la pompe (+ 20 % en moyenne)

Le gouvernement a augmenté pour la 3ème fois depuis janvier 2022 le prix du pétrole à la pompe. Comme le dernier ajustement de prix en juillet, le prix du diesel a connu la plus forte augmentation – un litre se vend 59,90 ETB (+ 22,2 %)). En pénurie structurelle de devises et profondément impacté par le conflit dans le nord, le gouvernement avait

décidé en janvier 2022 d'alléger le poids des subventions pétrolières sur le budget de l'État en introduisant une suppression progressive des subventions (en épargnant le secteur des transports publics). Dès décembre 2021, suite à l'évolution des prix internationaux du pétrole, les prix de vente à la pompe dans le pays ont été revus à la hausse (+ 24 % en moyenne début décembre). Avant cette réforme (mars 2021), les prix de vente étaient de 50 % à 75 % inférieurs à ceux des pays de la région (cf. carte), l'Éthiopie avait mis en place par décret un fond de stabilisation des prix du pétrole en 2004, qui visait à stabiliser les prix et réduire l'impact des fluctuations des prix mondiaux sur le marché local.



Signature d'un partenariat stratégique entre Cerba HealthCare et International Clinical Laboratories (ICL)

Après 3 ans de négociations, *Cerba Healthcare* (laboratoire français de biologie médicale) et ICL (holding de laboratoires privés éthiopiens) ont conclu un partenariat stratégique le 29 septembre 2022. Financé par la SFI et Proparco (à hauteur de 15 MEUR chacun) pour son expansion en Afrique, Cerba a acquis *Medpharm Holdings Africa*, qui opère en Ethiopie via ICL. Ce partenariat permettrait à ICL (environ 450 000

tests par an) d'élargir l'offre de tests proposée et de faire de l'Ethiopie un hub régional en matière de diagnostic médical et de services de test (pour la Somalie, Djibouti, le Soudan du Sud et Somaliland). Premier en termes de diagnostic médical et testing en France et en Afrique, Cerba HealthCare est désormais présent dans 15 pays en Afrique via un investissement direct (Cerba Lancet Africa) et compte environ 12 000 employés.

Construction d'un nouveau laboratoire par le ministère de la santé

Le ministère de la santé éthiopien a annoncé la construction d'un nouveau laboratoire national de référence. Érigé dans les locaux du siège de l'Institut éthiopien de santé publique (EPHI), le laboratoire devrait faire de l'Éthiopie le 4ème en Afrique à accueillir un laboratoire standard de niveau 3 de biosécurité (BSL-3). Les laboratoires BSL-3 se caractérisent par des équipements de sécurité conçus pour étudier les maladies aéroportées et les toxines sur la santé publique. La construction de ce laboratoire s'inscrit dans le cadre d'un projet régional de la Banque mondiale « Africa Centres for Disease Control and Prevention Regional Investment Financing Project » (100 MUSD) qui comporte un volet pour le renforcement de la prévention, de la détection et des capacités de réponse (53 MUSD) des pays membres de l'Union Africaine (UA). Le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC), récipiendaire du financement, est une agence spécialisée de l'UA créée pour soutenir les institutions de santé publique sur le continent.

Kenya

La taxe sur le carburant de l'ancien président prive le trésor de 450,5 MEUR de revenus Le Trésor a enregistré une perte de recettes de 53,87 Mds KES (450,5 MEUR) en trois ans, suite à l'ordre de l'ancien président Uhuru Kenyatta de réduire de moitié la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), du taux théorique de 16 % à un taux réduit de 8 %sur les produits pétroliers, L'impact de cette décision sur les caisses de l'État est désormais évident, les données récentes du Trésor montrant que les pertes ont atteint 28 Mds KES (234,1 MEUR) pour la seule année dernière, soit une augmentation de 11,2 Mds KES (93,7 MEUR) par rapport à l'année précédente. Le Kenya avait prévu d'introduire une TVA de 16 % sur le carburant en 2013, dans le cadre des efforts de l'objectif d'augmentation des recettes fiscales financer son programme développement. Par le biais de sa politique fiscale, National Tax Policy, soutenue par le FMI, le Trésor cherche à faire payer la TVA sur des biens tels que le carburant et le gaz de cuisine à un minimum de 12 %.

Le régulateur de données interroge 40 prêteurs numériques sur les violations

Jusqu'à 40 prêteurs numériques risquent de lourdes sanctions après l'ouverture d'une enquête par l'autorité de régulation des données suite à des plaintes de plus en plus nombreuses de consommateurs. Au 30 septembre 2022, le bureau de la Commission de protection des données (ODPC) avait reçu 1030 plaintes, le bureau a admis 555 de ces cas, dont 299 concernaient des prêts numériques, ce qui représente 54 % de tous les cas admis. La commission procède donc à préliminaire pour vérifier si les prêteurs ont utilisé les données des créanciers à leur avantage. Les entreprises ont été accusées d'avoir recours à des tactiques de "debt shaming" pour récupérer les prêts. Elles font notamment appel à des agents de recouvrement pour poursuivre les emprunteurs, soit en informant leurs amis et leur famille, soit en les menaçant de le dire à leur employeur. En cas d'infraction, ces boites risquent une amende de 5 MKES (41,8 MEUR) ou jusqu'à 1 % de leur chiffre d'affaires annuel.

1,5 million de touristes prévu d'ici la fin de l'année

Le Kenya prévoit d'accueillir 1,46 million de touristes d'ici la fin de l'année alors que le pays lutte contre les effets néfastes de la pandémie de S'exprimant Covid-19. mercredi l'ouverture de la 12^{ème} édition de la Magical Kenya Tourism Expo (MKTE) au Bomas of Kenya, le CS du tourisme sortant, Najib Balala, a déclaré que le pays était sur la voie d'un rétablissement complet grâce à la résilience, à la croissance du marché intérieur et à la valeur ajoutée de l'expérience touristique. L'année dernière, le Kenya a enregistré 870 000 visiteurs dans le pays avec des recettes de 146 Mds KES (1,2 Mds EUR), selon l'ancien ministre. Les revenus estimés cette année sont évaluées 265 Mds KES Selon une analyse de The (2,2 Mds EUR). Standard, la croissance du secteur du tourisme a été entravée par la politique protectionniste du gouvernement en matière de liaisons aériennes (pour préserver la position de Kenya Airways) qui a fait perdre des marchés au Kenya au profit d'autres marchés régionaux comme celui de Zanzibar.

Madagascar

Pas de brève cette semaine

Maurice

Les Français, premiers bénéficiaires du programme « Visa Premium » 3 %

Deux ans après la mise en place du *Visa premium*, les autorités ont dévoilé les statistiques de ce programme à l'occasion d'une réception offerte aux bénéficiaires. Ce mécanisme vise à attirer des étrangers dotés d'un pouvoir d'achat élevé souhaitant s'installer à Maurice, afin de dynamiser l'économie, sans entrer sur le marché du travail local. Il attire ainsi des professionnels «

nomades numériques » (60 %) mais aussi des retraités (25 %) ou des vacanciers à long terme (15 %). En deux ans, près de 2 500 *Visas premiums* ont été accordés, parmi lesquels 27 % au bénéfice de Français, largement devant les Sudafricains (15 %), les Britanniques (8 %) et les Russes (7 %).

Ouganda

La Délégation de l'UE rassure le gouvernement ougandais sur l'agenda du projet EACOP

À l'occasion du Uganda International Oil and Gas Summit tenu la semaine dernière, le président Yoweri Museveni a violemment réagi à la résolution non-contraignante du Parlement européen censurant le projet pétrolier EACOP. Selon lui, les parlementaires seraient dans l'erreur et le début des extractions ne devrait pas être retardé, malgré le regain des pressions activistes enclenché par la décision. Dans l'objectif de calmer l'animosité entre l'Union européenne (UE) et le gouvernement ougandais à l'approche de la deuxième édition du Uganda -EU Business Forum, la Directrice de la coopération à la Délégation de l'UE en Ouganda (Mme Caroline Adriaensen), a quant à elle assuré que le projet ne devait pas être interrompu. Elle a ajouté que la résolution du Parlement devait être interprétée comme un appel à la recherche de consensus par les gouvernements concernés sur les problèmes sociaux et environnementaux soulevés par la résolution.

Rwanda

Signature d'un accord entre *InfraCo Africa* et *Equatorial Power* pour le développement de mini-réseaux solaires au Rwanda et en RDC La filiale du groupe de développement des infrastructures privées (Private Infrastructure Development Group - PIDG), InfraCo Africa, a annoncé ce 30 septembre avoir signé un accord avec le développeur ougandais de mini-réseaux Equatorial Power (EP) pour le développement, au Rwanda et en République Démocratique du Congo, de mini-réseaux solaires (4 dans chaque pays) et de centres de traitement agricoles (respectivement 3 et 4). Ces centres, alimentés par les mini-réseaux, seront détenus et exploités par EP et offriront des services tels que la purification de l'eau ou les solutions de stockage de froid. D'une puissance allant de 60 kW à 85 kW, les mini-réseaux hybrides intégreront un système de stockage par batterie ainsi qu'une réserve de diesel pour s'adapter aux niveaux d'ensoleillement fluctuants notamment en saison des pluies. Le projet devrait bénéficier à près de 35 000 personnes, dont 3300 ménages raccordés prévus en RDC et 2500 au Rwanda. Le financement du projet est assuré par la mobilisation de 1,35 MUSD de subvention auprès de la PIDG Technical Assistance et 1,1 MUSD de subvention de la Banque Mondiale pour le déploiement des mini-réseaux en Britanniques.

Seychelles

La Banque Centrale des Seychelles (BCS) décide de maintenir le taux de politique monétaire (TPM) à 2% pour Q4 2022

Les Seychelles dépendant fortement des importations, la CBS prévoit un taux d'inflation de 5 % en glissement annuel en décembre 2022, conséquence de l'évolution haussière des prix extérieurs qui devrait filtrer progressivement dans l'économie du pays – le FMI anticipant une inflation globale de 8,3% pour 2022. Malgré ces risques inflationnistes et des doutes sur les performances à venir du secteur touristique, qui soutient actuellement l'activité économique du

pays, la BCS a décidé de maintenir le TPM à 2% (inchangé depuis Q3 2021), afin de soutenir l'économie, « étant donné la sensibilité aux chocs externes ». Conformément au TPM inchangé, les taux d'intérêt de la facilité de dépôt permanente et de la facilité de crédit permanente resteront à 0,5 % et 3,5 %, respectivement.

Somalie

La Banque Mondiale accorde une subvention de 58 MUSD pour le développement des infrastructures routières

Somalie obtient l'Association La de Internationale pour le Développement (AID groupe Banque Mondiale) une subvention de 58 MUSD destinée à la mise en œuvre du programme à vocation régional Initiative de la Corne de l'Afrique, qui inclut également Djibouti, l'Ethiopie, l'Erythrée, le Kenya, le Soudan et le Soudan du Sud. Ce programme vise notamment à renforcer la connectivité entre les pays de la région, faciliter l'accès aux ports maritimes et le commerce intérieur et régional, et ainsi contribuer à l'intégration économique régionale. Cette subvention sera précisément destinée à développer le réseau de transport somalien, par le financement de projets routiers et le renforcement des capacités du pays à planifier et mettre en œuvre ces projets. Sur les 21 830 kilomètres de routes que compte le pays, seuls 2 860 kilomètres sont estimés être goudronnés (13%), dont la majorité est en mauvais état. Seulement 31% de la population rurale aurait accès à une route praticable en toutes saisons.

Soudan

Pas de brève cette semaine

Soudan du Sud

La livre Sud-Soudanaise retrouve de la valeur

Après une longue période de dépréciation de la livre sud-soudanaise, classée 3ème parmi les devises les plus dépréciées d'Afrique depuis 2020 au début du mois de septembre, celle-ci retrouve finalement une croissance de sa valeur relativement au dollar américain. Le gouverneur de la banque centrale du pays (Joshua Ohisa Damian) a ainsi annoncé, sur le fondement des analyses produites par le comité des enchères hebdomadaires, que la politique de vente massive de dollars américains avait permis à la livre sud-soudanaise de s'apprécier d'en moyenne 9,64% relativement à la devise américaine, passant de 695,5 USD le 4 août à actuellement. Le gouverneur a également exposé la nouvelle politique relative au cours de la livre, le plafond de la vente aux enchères de devises étrangères passant de 20 MUSD à 10 MUSD par semaine.

Tanzanie

Financement de 335 MUSD de la Banque mondiale pour renforcer le réseau électrique.

Banque mondiale, via l'Association internationale de développement (IDA), a annoncé un financement de 335 MUSD au bénéfice du gouvernement tanzanien afin de renforcer l'extension et la densification du réseau électrique du pays. Ce fonds est constitué d'une subvention du Programme d'aide à la gestion du secteur de l'énergie (ESMAP) d'un montant de 6 MUSD et d'un prêt. Il permettra d'effectuer un million de raccordements au réseau électrique. 8 500 établissements scolaires et 2 500 établissements de santé bénéficieront de ce projet qui fournira, en outre, des options d'énergie renouvelable et des solutions de

cuisson propres aux ménages ruraux. L'initiative s'inscrit dans le cadre du Programme d'expansion de l'électrification rurale (TREEP) mis en œuvre par les autorités depuis 2017. Entre 2011 et 2020, le taux d'électrification en Tanzanie est passé de 7 % à 38 % grâce à plusieurs mesures mises en œuvre par les autorités. Malgré ces progrès, des disparités existent entre les zones urbaines et rurales. Selon les données de la Banque, le taux d'accès à l'électricité dans les zones rurales, il n'excède pas les 24,5 %.

Lancement de la première zone économique intelligente en Afrique.

Le vice-ministre de l'Investissement, de l'Industrie et du Commerce, Exaud Kigahe, a déclaré que le nouveau projet de la zone économique de *Mkinga* est le premier du genre en Afrique s'étendant sur 650 acres de terrain avec l'espoir de créer au moins 3 000 emplois, la plupart étant des locaux. Le projet de 300 MUSD dans la région de Tanga devrait servir de passerelle vers plus de 18 pays enclavés de la région. Il s'agit des premières zones économiques intelligentes en Afrique, mettant en vedette des

technologies de classe mondiale telles que l'intelligence artificielle (IA), le commerce électronique et le commerce numérique (entreprise virtuelle), ce qui la rend unique en son genre dans la région. Lancé par Zworld, une société de conseil indépendante, cinq investisseurs ont déjà manifesté leur intérêt à s'aventurer dans ce projet en provenance de différents pays, dont le Brésil, l'Égypte, la Tunisie, la Bulgarie, les Philippines et l'Inde.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays: <u>Kenya</u> / <u>Somalie</u> / <u>Burundi</u> /

<u>Rwanda</u>

Twitter: <u>DG Trésor Kenya</u> Contact: Jérôme BACONIN Jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

<u>En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr</u>

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays: Madagascar / Seychelles / Maurice /

Comores

Twitter: <u>DG Trésor Madagascar</u> Contact: Frédéric CHOBLET <u>frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr</u>

Ethiopie, Erythrée, Djibouti Page pays : Ethiopie / Djibouti / Erythrée

Contact: Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays: <u>Ouganda / Soudan du Sud</u> Contact: Suzanne KOUKOUI PRADA <u>suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr</u>

Tanzanie

Page pays : <u>Tanzanie</u> Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays: Soudan

Contact: Rafael SANTOS
Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique de Nairobi (jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr). Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI .

Pour s'abonner : Crédits photo : heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr ©DGTresor